



JUILLET  
2022



## Le Frelimo, trente ans après les « réformes démocratiques » Une domination hégémonique

Centre Afrique  
subsaharienne

Régio CONRADO

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-0565-7

© Tous droits réservés, Ifri, 2022

Couverture : © Camisa Florida/Flickr.com

### **Comment citer cette publication :**

Régio Conrado, « Le Frelimo, trente ans après les “réformes démocratiques” : une domination hégémonique », *Notes de l’Ifri*, Ifri, juillet 2022.

### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

**Site internet :** [ifri.org](http://ifri.org)

## Auteur

**Régio Conrado** est doctorant en science politique à Sciences Po Bordeaux (Les Afriques dans le Monde-LAM) et chercheur associé au Centre d'études africaines-Leiden. Il est enseignant contractuel de science politique à Sciences Po Bordeaux et président de l'Association des doctorants de l'École doctorale, société, santé et politique de l'Université de Bordeaux et Sciences Po Bordeaux. Il a publié : *Le Pouvoir de l'hôpital : légitimation, domination et formation de l'État au Mozambique colonial et post-colonial*, Berlin, Presses d'Universités Européennes, 2018 ; *Aporias do Moçambique pos-colonial : Estado, Sociedade et capital* [Apories du Mozambique post-colonial : État, société et capital], Montréal, Daraja Press, 2021.

## Résumé

En Afrique, le parti mozambicain Frelimo est l'un des rares partis qui a su se maintenir au pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1975. Malgré de nombreuses crises internes et externes, il continue de gouverner le Mozambique sans partage et a remporté toutes les élections « démocratiques » depuis 1994. Cette résilience s'explique principalement par deux raisons fondamentales. La première tient à son contrôle de l'appareil d'État, en particulier de la justice et de l'administration électorale. La seconde tient à sa mainmise sur l'économie nationale et à l'accaparement des richesses.

## Abstract

In Africa, the Frelimo party is one of the few parties to have been in power since 1975 without interruption. Despite numerous internal and external crises, it continues to govern Mozambique unchallenged and has won every “democratic” election since 1994. This resilience can be explained by two fundamental reasons. The first relates to its control of the state apparatus, in particular the judiciary and the electoral administration. The second is its stranglehold on the national economy and its resources.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>4</b>
<b>L'HÉGÉMONIE POLITIQUE PAR LE CONTRÔLE DES PROCESSUS ÉLECTORAUX.....</b>	<b>6</b>
<b>L'HÉGÉMONIE ÉCONOMIQUE PAR L'IMBRICATION DES MILIEUX D'AFFAIRES ET DES MILIEUX POLITIQUES.....</b>	<b>10</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>15</b>

# Introduction

Le Front de libération du Mozambique (FRELIMO<sup>1</sup>) a été fondé à Dar es Salaam, en Tanzanie, en 1962, lorsque trois mouvements nationalistes régionaux – l'Union nationale mozambicaine (MANU), l'Union nationale démocratique du Mozambique (UDENAMO) et l'Union nationale africaine pour l'indépendance du Mozambique (MANUI) – ont fusionné en un seul mouvement de guérilla. Après dix années de guerre d'indépendance (1964-1974), le Frelimo a pu accéder au pouvoir et s'imposer comme le seul parti autorisé dans le système politique mozambicain. Après l'adoption de la Constitution de 1975, toute opposition politique devint illégale et toute revendication contre des mesures politiques, sociales, économiques ou même culturelles menées par le Frelimo constitua un « acte contraire aux intérêts nationaux<sup>2</sup> ». La ligne idéologique du parti fut « socialiste », anticapitaliste et modernisatrice, ce qui impliquait la suppression des libertés politiques et civiques, la collectivisation de la production, la persécution des opposants ou encore l'interdiction de pratiquer les religions traditionnelles et l'abolition de chefferies traditionnelles. Ces politiques radicales ont mené à une guerre civile sanglante (1976-1992) qui a mis à mal le projet politique du Frelimo. La fin de la guerre froide et le quasi-effondrement de l'État mozambicain en raison de l'intensité de la guerre civile, à laquelle s'ajouta une succession de sécheresses, contraignirent les « marxistes » à l'adoption de réformes démocratiques et libérales cosmétiques (adoption d'un programme d'ajustement structurel, abandon de l'idéologie marxiste-léniniste en 1989, promulgation d'une Constitution instaurant le multipartisme en 1990, etc.). Une transition démocratique de deux ans suivit la signature de l'Accord général de paix entre le gouvernement et le mouvement rebelle Renamo en octobre 1992 (Résistance nationale du Mozambique<sup>3</sup>), et les premières élections démocratiques eurent lieu les 27 et 28 octobre 1994. Le processus de démocratisation initié dans les années 1990 avait comme but principal de mettre un terme à la guerre civile et fut à ce titre un succès à double tranchant. En effet, alors qu'il mettait en place des institutions

---

1. Il est important de préciser qu'avant 1977, c'est-à-dire, entre 1962 et 1977, le FRELIMO était un mouvement de libération national. C'est durant le troisième congrès du Frelimo en février de 1977 qu'il est devenu un parti politique d'avant-garde. Lorsque l'on parle du mouvement l'orthographe est FRELIMO et lorsqu'il est question du parti, c'est plutôt Frelimo.

2. S. Machel, « Estabelecer o poder popular para servir as massas », *in A nossa luta*, Maputo, Imprensa Nacional, 1975.

3. Résistance nationale du Mozambique est un mouvement rebelle qui fut créé entre 1975 et 1976 et qui fut financé par les régimes de la Rhodésie (Zimbabwe actuel) et de l'Afrique du Sud. L'objectif du mouvement était d'empêcher le Frelimo de mettre en place un système « communiste » ainsi que d'aider les mouvements de libération nationale dans les pays de la région dans leurs luttes contre les régimes coloniaux.

démocratiques, le Frelimo a construit un État dont le fonctionnement repose, jusqu'au plus bas niveau de l'administration, sur des agents fidèles aux orientations du parti, et il s'est efforcé de reprendre le contrôle d'une grande partie des zones rurales tenues par la Renamo durant la guerre civile. Avec trente ans de recul, la démocratisation au Mozambique peut être considérée comme un instrument de reconstruction de l'hégémonie du Frelimo dans un contexte d'après-guerre civile.

### Carte du Mozambique



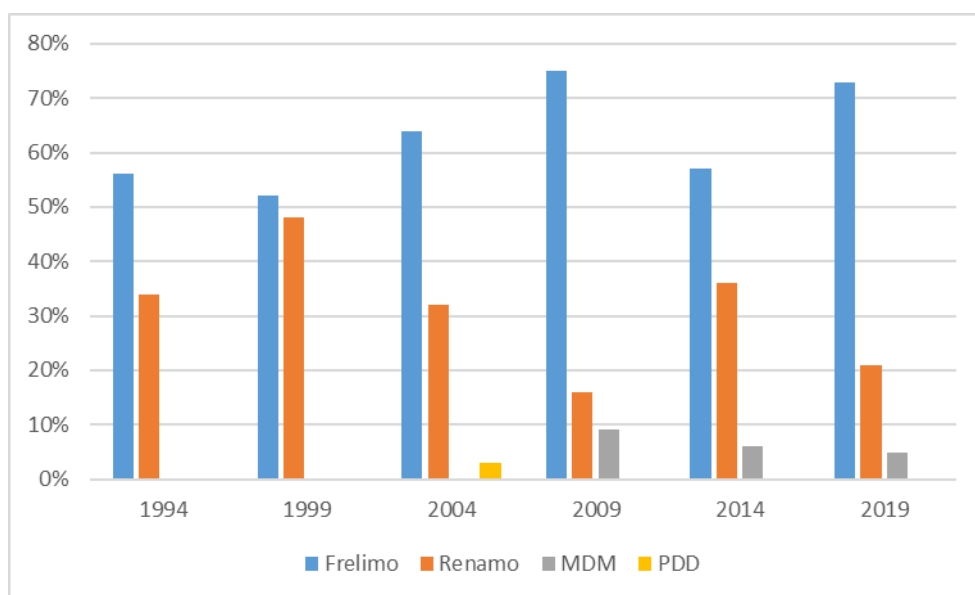
Cette note analyse les ressorts de la pérennité de la domination du Frelimo dans un système de démocratie constitutionnelle qui laissait présager le déclin du parti de l'indépendance. Malgré les mauvais résultats économiques, la crise de la dette, une corruption endémique, et la violence électorale et politique, le Frelimo continue d'être le parti dominant. Cet apparent paradoxe s'explique par sa double emprise sur l'État et l'économie.



# L'hégémonie politique par le contrôle des processus électoraux

Depuis les premières élections multipartites en 1994, le Frelimo et son candidat présidentiel ont systématiquement remporté les scrutins nationaux, mais non sans heurts. Toutes les élections furent contestées par l'opposition, à l'exception de celles de 1994, acceptées par la Renamo. L'élection générale (les scrutins présidentiel et parlementaire sont tenus le même jour) de 1999 s'est avérée la plus problématique. Il s'agissait de la première élection générale organisée par les autorités mozambicaines. La Renamo a contesté ces résultats en alléguant des fraudes. Suite à l'échec des négociations avec le gouvernement mozambicain pour sortir de l'impasse électorale, les membres de la Renamo ont initié des manifestations dans tout le pays qui ont fait des centaines de morts. En réaction, le Frelimo a renforcé son contrôle sur l'appareil électoral. Le graphique ci-dessous démontre la proximité des résultats de l'élection présidentielle de 1994 et 1999 entre les deux candidats, Joaquim Chissano (Frelimo) et Afonso Dhlakama (Renamo).

## Résultats des élections présidentielles depuis 1994



Source : Ifri, adapté des données publiées par la Commission électorale nationale.

Les résultats des élections de 1994 ont mis en lumière l’ancrage de la Renamo dans les zones du centre et du nord du Mozambique et ont conduit le Frelimo à établir son emprise sur les institutions électorales afin de limiter l’influence de son rival<sup>4</sup>. Le fonctionnement et la composition de la Commission électorale nationale (Comissão Nacional de Eleições – CNE) sont un élément central dans la domination de la politique mozambicaine par le Frelimo. Composée à la fois par des membres de partis politiques et par des acteurs de la société civile, la CNE n’a jamais pu être réellement indépendante du parti au pouvoir, car le Frelimo a toujours pu placer des personnes de confiance dans les postes stratégiques de cette institution. Depuis 1994, la loi électorale confère à la CNE le pouvoir d’organiser l’intégralité du processus électoral (calendrier électoral, procédures de candidature des partis et des candidats à la présidentielle, tirage au sort pour l’emplacement des partis et des candidats sur le bulletin de vote, etc.). Pendant la première partie de son histoire, la CNE était uniquement composée de membres des partis politiques en fonction de leur nombre de sièges au Parlement. Le président de la République nommait le président de la CNE sur une liste de trois candidats, fournie par le Parlement national. De ce fait, le Frelimo dominait la CNE. Cependant, depuis la loi électorale de 2007<sup>5</sup>, produit d’une forte pression de la Renamo, la CNE doit compter des membres de la société civile, désormais les plus nombreux. À présent, la CNE est composée de 17 membres : sept membres sont issus de la société civile, cinq membres sont proposés par le Frelimo, quatre par la Renamo et un par le Mouvement démocratique du Mozambique. Néanmoins, les parlementaires du Frelimo ont réussi à faire en sorte que la loi électorale reste vague sur les mécanismes régissant la nomination des membres de la société civile. Les réformes de 2014 et 2019 de la loi électorale stipulaient simplement que les représentants de la société civile de la CNE devaient être « libres » et sans relation directe avec les partis politiques. Dans les faits, cela a donné plus de possibilités au Frelimo pour coopter les membres de la société civile qui lui sont proches<sup>6</sup>. Le Frelimo ayant une influence certaine sur une partie importante des organisations de la société, y compris les organisations religieuses qui sont très actives dans les processus électoraux, il est en mesure de contrôler discrètement la CNE. Depuis 2014, le président de la CNE doit être issu de la société civile – les deux derniers présidents de la CNE appartenant à des organisations religieuses proches du Frelimo.

Les cinq réformes de la loi électorale (la dernière date de 2019) ont permis au Frelimo de maintenir le contrôle des processus électoraux à la fois par sa majorité absolue au Parlement et son influence sur la société civile. Cette situation s’est traduite par des victoires électorales du Frelimo

---

4. M. Cahen, « Programas, sim, mas para fazer o quê? Uma análise dos manifestos eleitorais dos partidos políticos para a eleições moçambicanas de 15 de outubro de 2019 », in S. Cadete Forquilha, *Desafios para Moçambique 2020*, Maputo, IESE, 2020, p. 97-120.

5. Loi n° 8/2007 de 8 février, voir en particulier les articles 2, 4 et 5.

6. Loi n° 9/2014 de 12 mars et Loi n° 9/2019 de 31 mai.



entachées d'irrégularités, comme ce fut le cas lors du dernier scrutin de 2019 remporté une fois de plus par le Frelimo<sup>7</sup>.

Le 15 octobre 2019, les sixièmes élections générales se sont tenues dans un climat marqué par des tensions économiques, politiques et sociales, malgré la signature d'un troisième « Accord de paix » censé mettre un terme à la crise politico-militaire commencée en 2012<sup>8</sup>. Lors de ces élections, le parti Frelimo a obtenu 73,6 % des suffrages exprimés (et 184 sièges au Parlement sur 250) et son candidat présidentiel, Filipe Nyusi, a obtenu 73 % des voix. Le Frelimo a également remporté la majorité dans les dix assemblées provinciales, y compris dans les provinces de Nampula, Zambézia, Tete, Manica et Sofala où la Renamo avait toujours obtenu la majorité depuis 1994. Cependant cette élection a été marquée par de nombreuses irrégularités, facilitées par le contrôle du dispositif électoral. Ainsi le processus d'inscription sur les listes électorales a été plus complet dans les régions plus enclines à voter pour le Frelimo (Gaza, Cabo Delgado, Niassa, Maputo Province, certains quartiers de la capitale, Maputo, et de la province de Tete et Manica) et moins exhaustif dans les régions qui étaient historiquement remportées par l'opposition (Nampula, Zambezia, Sofala, Manica et dans certaines régions de Tete). Par ailleurs, les forces de sécurité ont été utilisées pour contrôler le dépouillement, en intimidant les observateurs de la société civile et de l'opposition. Pour ces raisons, le scrutin de 2019 a été largement dénoncé tant par des observateurs mozambicains que par des observateurs étrangers.<sup>9</sup>

La domination politique du parti au pouvoir ne se limite pas aux institutions électorales mais s'étend aux instances juridiques dont le rôle est d'assurer le déroulement démocratique du processus de vote. En effet, le président de la République, qui est aussi le président du parti Frelimo, nomme les présidents des plus hautes juridictions du pays : le Tribunal suprême, le Conseil constitutionnel et le Tribunal administratif (ce tribunal fonctionne aussi comme un Tribunal des comptes). Plusieurs de ces personnes sont aussi membres, plus ou moins actifs, du Frelimo. Ainsi, le Conseil constitutionnel a refusé à plusieurs reprises les demandes d'analyse

7. « Sociedade Civil diz que irregularidades descredibilizam eleições moçambicana », DW, 6 novembre 2019, disponible sur : [www.dw.com](http://www.dw.com) ; « Eleições em Moçambique : CNE manifesta preocupação com algumas irregularidades », *Observador*, 29 août 2019, disponible sur : [observador.pt](http://observador.pt) ; « Moçambique, apos pleito marcado por denúncias de fraude, a apuração pode durar 15 dias », *RFI*, 16 octobre 2019, disponible sur : [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr).

8. La crise politique et militaire de 2012 est marquée par le retour à la guerre. Au Mozambique, on appelle cette période la « deuxième guerre civile », au cours de laquelle la Renamo et les Forces armées du Mozambique se sont affrontées dans la région centrale du Mozambique (Sofala, Manica, Zambezia et Tete). La raison principale est le refus du gouvernement d'intégrer les combattants de la Renamo dans les Forces de sécurité et défense du Mozambique (Armées, Police, Services de renseignement interne et externe, entre autres). Pour approfondir, lire : S. Regalia, « The Resurgence of Conflict in Mozambique: Ghosts from the Past and Brakes to Peaceful Democracy », *Notes de Ifri*, Ifri, mai 2017, disponible sur : [www.ifri.org](http://www.ifri.org).

9. « Missao de observação Eleitoral, Eleições gerais, et das assembleias provinciais de 15 de outubro 2019 », Maputo, Uniao Europeia, 2019 ; « Preliminary Statement », Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa, 17 octobre 2019 ; « Mozambique : Presidential, National and Provincial Assembly Elections », The Commonwealth, 15 octobre 2019.

des irrégularités observées lors des élections, ou a tranché en faveur des candidats du Frelimo. L'organe chargé du contentieux électoral est sous le contrôle du Frelimo par voie de la nomination de son président par le président de la République, ce qui condamne toute voie de contestation légale des résultats<sup>10</sup>.

Si l'hégémonie politique du Frelimo au Mozambique s'étend à l'ensemble du processus électoral, elle se manifeste aussi par les relations clientélistes et économiques entre les membres de l'élite politique.

---

10. « Renamo submete o Conselho Constitucional recurso de contestação », *Observador*, 28 août 2019, disponible sur : [observador.pt](http://observador.pt) ; « Moçambique : conselho constitucional confirma reeleição de Filipe Nyusi como presidente », *Observador*, 23 décembre 2019, disponible sur : [observador.pt](http://observador.pt) ; « Autarquicas 2018: mais um recurso da Renamo cai aos pé do Conselho Constituciobal », *Noticias Mozambique*, 17 décembre 2018, disponible sur : [noticiasmozambique.blogspot.com](http://noticiasmozambique.blogspot.com) ; « CNE rejeita reclamações da Renamo », *BBC para Africa*, 4 janvier 2020, disponible sur : [www.bbc.co.uk](http://www.bbc.co.uk).

# L'hégémonie économique par l'imbrication des milieux d'affaires et des milieux politiques

Plusieurs travaux sur le politique en Afrique ont souligné le caractère néopatrimonial des États africains<sup>11</sup>. Comme dans d'autres pays de la région, la « capture de l'État<sup>12</sup> » se double au Mozambique d'une capture de l'appareil économique<sup>13</sup>. Les privatisations des entreprises étatiques et la reconversion dans les affaires ont permis à l'élite du Frelimo de capter d'importantes rentes économiques et, ce faisant, de renforcer sa domination politique<sup>14</sup>. Du début des négociations avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale en 1985 jusqu'à l'abandon du « socialisme » et du régime de parti unique en 1989, le Frelimo a mis en place des privatisations au profit de ses élites. Il est à ce jour presque impossible pour un membre de l'opposition de prospérer dans les affaires<sup>15</sup>, puisque la carte du parti est indispensable pour cela.

Historiquement, le processus de privatisation initié au milieu des années 1980 au Mozambique a bénéficié au Frelimo en tant que parti. En premier lieu, le parti a utilisé les privatisations pour récompenser des proches du pouvoir, en particulier des chefs militaires de la guerre civile et d'anciens combattants de la lutte de libération nationale. Dès 1992, le

---

11. J.-F. Bayart, *L'État en Afrique : la politique du ventre*, Paris, Fayard, 2006 ; P. Chabal et J.-P. Daloz, *L'Afrique est partie ! Du désordre comme instrument politique*, Paris, Economica, 1998 ; J.-F. Médard, « L'État patrimonial », *Politique africaine*, 1990, p. 25-36.

12. La capture de l'État est une forme de corruption politique généralisée où les intérêts privés des élites politiques et gouvernementales influencent tous les processus décisionnels d'un État ou d'une administration. Au Mozambique, cette pratique est structurelle. Voir pour plus de détails : « The Costs of Corruption to Mozambican Economy: Why It Is Important to Fight Corruption in a Climate of Fiscal Fragility », *CMI Reports*, CMI et Centro de Integridade Publica, décembre 2016.

13. « Moçambique para todos, Ha ou nao captura do Estado pela Frelimo? », le 7 juillet 2007, disponible sur : <https://macua.blogs.com> ; DW, « Moçambique : dividas ocultas sao o reflexo da podridão do regime que governa », DW, 22 octobre 2021, disponible sur : [www.dw.com](http://www.dw.com) ; « Dividas ocultas : ex-director da secreta quer Nyusi e Guebuza em tribunal », DW, 1<sup>er</sup> octobre 2021, disponible sur : [www.dw.com](http://www.dw.com).

14. A. Pitcher, « Recreating Colonialism or Reconstructing the State? Privatisation and Politics in Mozambique », *Journal of Southern African Studies*, vol. 22, n° 1, 1996, p. 49-74 ; A. Pitcher, *Transforming Mozambique: The Politics of Privatization, 1975-2000*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

15. « O custos da corrupção para a economia Moçambicana : porquê é que é importante combater a corrupção num clima de fragilidade fiscal », Maputo, Centro de Integridade Publica, CHR Micherlsen Institute et Anti corruption resource Unit, mai 2016.

Frelimo a créé sa propre *holding* commerciale – la SPI Gestão e Investimentos Lda (SPI) – présente dans plusieurs entreprises privées et publiques. À ce jour, l'État détient des participations dans environ 150 entreprises. L'Institut de gestion des participations de l'État (IGEPE) est le principal bras institutionnel gérant ses intérêts commerciaux. De plus, l'État est actif dans l'économie par le biais d'entreprises publiques oligopolistiques dans des domaines stratégiques, à savoir les télécommunications (TMcel), les transports (Caminhos de Ferro de Moçambique), la distribution d'électricité (Electricidade de Moçambique) et d'eau (FIPAG) et les hydrocarbures (la compagnie pétrolière d'État, Empresa Nacional de Hidrocarbonetos, ENH). De ce fait, le Frelimo contrôle non seulement le secteur de l'économie parapublique mais aussi une grande partie de l'économie privée.

Si la législation sur la probité publique interdit tout conflit d'intérêts entre les membres du gouvernement, députés et hauts cadres de l'administration publique, dans les faits, cette loi n'est pas appliquée dans les termes prévus<sup>16</sup>. En outre, plusieurs députés, hauts cadres de l'administration et membres du gouvernement détiennent illégalement des entreprises qui entretiennent des rapports commerciaux ou économiques avec l'État. Souvent, ces membres ont recours à des « hommes de paille » et préfèrent abandonner leurs positions au sein des entreprises pour les céder à des proches, mais leurs relations avec l'État restent inchangées. Le cas de Carlos Mesquita, ministre de l'Industrie et du Commerce (depuis 2019), ancien ministre des Transports (2014-2019) et ancien P.-D. G. de la Colnerder, concessionnaire des chemins de fer et des ports au centre du Mozambique, est emblématique : Mesquita est un proche du président de la République, Filipe Nyusi, qui était son collègue dans l'entreprise publique de chemins de fer et des ports, et il est également membre du comité central du Frelimo. En 2017, alors qu'il était déjà ministre des Transports, Mesquita a signé deux contrats de fourniture de ses services de transport avec une entreprise dont son frère était devenu le P.-D. G. Suite aux critiques publiques, Mesquita a dû annuler ces contrats, mais ce double positionnement (politique et économique) des membres de l'élite est caractéristique de l'économie mozambicaine<sup>17</sup>.

En effet, l'ensemble des membres du Frelimo est entré dans le monde des affaires. Ils composent un réseau de groupes d'intérêts qui fonctionne de manière pyramidale : le sommet est formé par les dirigeants du pays (y compris le président en exercice et ses prédécesseurs) et les grandes familles de la lutte de libération, souvent membres du Comité central et de la Commission politique, (les familles Chipande, Chissano, Guebuza, Pachinuapa, Machel, entre autres). Ces membres ont non seulement le

16. Loi n° 16/2012 de 14 décembre (Loi de la probité publique).

17. « Carlos Mesquita deve ser afastado do cargo ministerial », DW, 23 octobre 2017, disponible sur : [www.dw.com](http://www.dw.com).

pouvoir de déterminer les politiques nationales concernant les investissements, la politique fiscale, mais ils ont aussi le pouvoir de répartir les marchés entre les membres. Plus bas, les personnalités sont plus nombreuses mais moins puissantes et moins influentes. Il s'agit par exemple des ministres, ex-ministres et hauts fonctionnaires qui créent des sociétés dans leurs secteurs d'activité. Ainsi l'ancien président de la République, Armando Guebuza, a été qualifié de « Monsieur Guebusiness » dans la presse<sup>18</sup>. Outre le fait que Guebuza s'appuie sur les membres de sa famille pour la gestion de ses intérêts commerciaux, ses affaires reposent sur deux *holdings* clés qui impliquent d'autres personnalités politiques et gouvernementales : Intellect, dirigé par Salimo Abdula, un partenaire commercial du président Guebuza, et Insitec, dirigé par Celso Correia, ministre de l'Agriculture et du Développement rural et directeur de la campagne électorale de l'actuel président de la République Filipe Nyusi en 2014 et en 2019. Ce dernier semble suivre l'exemple de son prédécesseur. Sa famille est déjà très active dans les affaires : Florindo Jacinto Nyusi, fils du président actuel, est propriétaire de deux sociétés (Imograficas et Motil Moçambique), toutes créées après l'accession au pouvoir de Filipe Nyusi. La fille du président Nyusi, Claudia Filipe Nyusi, est actionnaire de Dambo Investe, Ulanda, Kami Energy et SGPS<sup>19</sup>. Cette entreprise est très active dans le domaine du tourisme de luxe. De plus, ils interviennent aussi dans le domaine du génie civil et dans la distribution du vin. Filipe Nyusi a créé, avec plusieurs partenaires, la société Somoestiva (Sociedade Moçambicana de Estiva) pour la manutention des marchandises à bord et à l'extérieur des navires<sup>20</sup>. De même, de nombreux ministres et hauts fonctionnaires ont créé des *holdings* qui, à leur tour, ont créé des sociétés pour des activités de rente dans de nombreux secteurs de l'économie nationale. Ces entreprises contribuent de manière directe au financement du parti (notamment ses campagnes électorales) et permettent d'alimenter ses réseaux clientélistes.

Les industries extractives et le gaz naturel en particulier offrent la meilleure illustration de ces pratiques. Depuis la découverte de gisements gaziers au nord du Mozambique<sup>21</sup>, les élites politiques du Frelimo se sont positionnées pour l'avenir en créant des sociétés de services pour le stockage et le transport de gaz liquéfié. Les membres du Frelimo ont conclu des partenariats avec des sociétés étrangères (par exemple, Total et ENI) disposant de capitaux et de connaissances dans ce domaine. En échange, les élites politiques offrent leur capital politique pour influencer la prise de décision, en faveur des entreprises étrangères. Elles se trouvent donc en amont (pour l'attribution des contrats) et en aval (pour la fourniture de

---

18. « Mozambique's Mr Guebusiness », *Mail & Guardian*, 6 janvier 2012, disponible sur : [mg.co.za](http://mg.co.za).

19. « Numero de empresas da família Nyusi subiu de 100 % nos últimos 5 anos », Maputo, Centro de Integridade Publica, 2020.

20. « Serviço de Partilha de Informação », Centro de Integridade Publica, 13 août 2013.

21. B. Augé, « Le développement du secteur gazier en Tanzanie et au Mozambique. Les prémices de deux expériences dissymétriques », *Notes de l'Ifri*, Ifri, juin 2016, Lire ici : [www.ifri.org](http://www.ifri.org).

services) de l'exploitation du gaz. Le Frelimo a aussi créé en 2015 la Petroinveste, une entreprise dont l'objectif est de participer à l'exploitation du gaz et pétrole à Cabo Delgado<sup>22</sup>.

### Exemples d'entrisme des élites du Frelimo dans le secteur extractif

Au Mozambique, aucune loi n'empêche un ancien dirigeant, haut fonctionnaire ou député, de créer une entreprise ou de s'impliquer dans les affaires. Néanmoins, la loi de probité publique interdit tout exercice d'une activité dans le monde des affaires pendant l'exercice de fonctions gouvernementale, parlementaire ou dans la haute administration. Cette loi a été adoptée dans un contexte où les partenaires de coopération multilatéraux et bilatéraux et la société civile exigeaient plus de transparence dans les affaires publiques<sup>23</sup>. Depuis 2012, plusieurs dirigeants ont été obligés de choisir entre leurs fonctions dans le monde des affaires et leurs postes au sein de l'État. Par exemple, l'ancienne Première ministre Luisa Diogo a abandonné son mandat de député pour occuper un poste de direction à la Banque Barclays. S'il est fort important de reconnaître ces avancées, dans les faits cette situation n'a pas véritablement changé les rapports entre le monde des affaires et l'État mozambicain. Par exemple, l'actuel président de la Confédération des Associations économiques, Agostinho Vuma, est membre et député du Frelimo.

Alcinda Abreu, ancienne ministre de l'Environnement et membre de la commission politique du parti, possède deux sociétés dans le secteur extractif : Vindigo qui fournit des services dans les secteurs minier, pétrolier et gazier ; et South Oriente qui détient des intérêts dans le secteur extractif et vise à établir Orient Africa Resources en partenariat avec une société chinoise<sup>24</sup>. Il s'agit d'un conflit d'intérêts évident puisque le ministère est chargé de délivrer les autorisations relatives à l'impact environnemental qui sont des préalables au démarrage des opérations d'exploration gazière.

La famille Sumbana – impliquant Fernando Sumbana Jr., ancien ministre de la Jeunesse et des Sports, ancien ministre du Tourisme et ancien directeur du Centro de Promoção de Investimentos et António Fernandes Sumbana, ministre à la présidence – a créé Galana Distribution Moçambique qui est active dans la production, le raffinage et la distribution de pétrole et de produits chimiques<sup>25</sup>.

En 2013, un groupe de responsables du Frelimo a créé Quionga Energia, SA, qui est activement impliquée dans le stockage et le transport de gaz. Parmi ces responsables figurent Alberto Chipande, vétéran du parti et membre du Comité central, qui a tiré « le premier coup de feu » dans la lutte de libération nationale, ancien ministre de la Défense, membre de la commission politique du Parti Frelimo et membre du comité permanent de l'Assemblée de la République<sup>26</sup> ; Raimundo

22. « Sera a petroinveste-empresa ligada ao partido Frelimo, integrada na proposta vencedora », Maputo, CIP, 2015.

23. Loi n° 16/2012 de 14 décembre (Loi de la probité publique). Voir particulièrement les articles 25. et 33.

24. « Serviço de partilha de informação 13 », Maputo, Centro de Integridade Publica, août 2013, disponible sur : [entresdireitoseomarketing.blogspot.com](http://entresdireitoseomarketing.blogspot.com).

25. « Boa governação, transparência e integridade », Maputo, CIP, n° 13, août 2013.

26. « Serviço de partilha de informação 13 », Maputo, Centro de Integridade Publica, août 2013, disponible sur : <http://entresdireitoseomarketing.blogspot.com>.



Pachinuapa, vétéran de la lutte armée et membre actuel de la Commission politique et principal conseiller du président de la République de l'époque, Armando Emilio Guebuza ; Lagos Lidimo, ancien chef des forces armées du Mozambique ; Abdul Magid Osman, ancien ministre des Finances ; et l'avocat Abdul Carimo Mohamed Issá, ancien juge et membre du parlement<sup>27</sup>.

Un autre exemple est la société Conjane dont les propriétaires sont José Pacheco, membre du comité politique du Frelimo et ancien ministre de l'Agriculture, David Simango, ancien maire de Maputo, et Felício Zacarias, ancien ministre des Travaux publics et du Logement. Felício Zacaria a accru ses intérêts dans le secteur extractif par la création de Regius Diamonds et Mavui Diamonds auxquels ajoutent d'autres intérêts dans Afriminerals et Mozvest Mining<sup>28</sup>.

Le Frelimo a placé aussi ses membres dans le secteur financier. À titre d'exemple, Luisa Diogo, ancienne Première ministre, désormais membre du comité central du parti, est P.-D. G de la banque ABSA (anciennement Barclays). Tomaz Salomao, ancien ministre des Affaires étrangères et actuel membre de la Commission politique, est le président de la Standard Bank Mozambique.

L'enchevêtrement du monde des affaires et du Frelimo ne se limite pas à l'élite dirigeante à Maputo mais concerne aussi les élites locales du parti en province. Le trafic d'influence et les conflits d'intérêts sont à l'origine de leur prospérité. L'indissociabilité entre les mondes politique et économique fragilise le pays à plusieurs égards. L'enchevêtrement des domaines économiques et du parti renforce la domination du Frelimo. En plus du contrôle des processus électoraux, les membres du parti contrôlent les principaux secteurs économiques. L'accès aux ressources du pays est ainsi réservé à l'appareil partisan. L'État, l'économie et la politique partisane sont interdépendants.

27. « Scramble for Nacala, Africa Confidential », vol. 54, n° 7, mars 2013, disponible sur : [www.africa-confidential.com](http://www.africa-confidential.com).

28. « Boa governação, transparência e integridade », *op. cit.*

# Conclusion

La pérennité du Frelimo depuis 1975 ne s'explique pas par son bilan. Alors que le parti bénéficiait de l'image du mouvement de libération, il a ingénieusement mis à profit le processus de transition démocratique pour asseoir son contrôle sur l'appareil étatique. Le parti Frelimo est organiquement ancré dans l'État au point que l'un de ses fondateurs a même revendiqué que le Frelimo était « le propriétaire de l'État<sup>29</sup> ». Par sa domination de la CNE et de l'appareil judiciaire, le Frelimo se maintient systématiquement au pouvoir à chaque scrutin électoral. Par ailleurs, la mainmise du Frelimo et de ses élites sur l'économie est l'autre cause de cette pérennité au pouvoir et de la sauvegarde de l'unité au sein du parti. Au Mozambique, au cours des trente dernières années, ce qu'on a appelé la démocratie n'est rien de plus qu'un autoritarisme façonné par le discours du néolibéralisme, qui instrumentalise le discours démocratique pour répondre aux besoins de légitimité politique nationale et internationale du parti. Il n'y a pas de cohérence interne entre le discours démocratique promu par le parti au pouvoir et ses pratiques quotidiennes, de plus en plus autoritaires.

---

29. B. Weimer, J. Jaime Macuane et L. Bur, « A Economia Política do Political Settlement em Moçambique: contexto e implicações da Descentralização », in B. Weimer (dir.), *Moçambique : Descentralizar o Centralismo – Economia politica, recursos, resultados*, Maputo, IESE, 2012, p. 31-66.





27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

---

[Ifri.org](http://Ifri.org)